



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies

Comptes-rendus | 2013

Gabriel Audisio, *L'étranger au XVI^e siècle. France, Provence, Apt*

Françoise Michaud-Fréjaville



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/13051>

DOI : 10.4000/crm.13051

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Référence électronique

Françoise Michaud-Fréjaville, « Gabriel Audisio, *L'étranger au XVI^e siècle. France, Provence, Apt* », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], Comptes-rendus, mis en ligne le 07 juillet 2013, consulté le 15 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/crm/13051> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crm.13051>

Ce document a été généré automatiquement le 15 octobre 2020.

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Gabriel Audisio, *L'étranger au XVI^e siècle. France, Provence, Apt*

Françoise Michaud-Fréjaville

RÉFÉRENCE

Gabriel Audisio, *L'étranger au XVI^e siècle. France, Provence, Apt*, Genève, Droz, 2012, 328p.
ISBN 978-2-600-01565-3

- 1 Livre d'humeur, certes, mais nourri à la source des archives : le siècle de la Renaissance renvoie vers notre très immédiat aujourd'hui les fluctuations de l'État, des collectivités et des individus envers « celui qui n'est pas d'ici ». Le titre révèle le plan d'ensemble : du général, c'est-à-dire le Royaume de France, à une partie du territoire, soit la Provence récemment entrée dans ce royaume (1481), et enfin à un petit monde, la ville et le Plan d'Apt, au cœur d'un fort modeste diocèse au flanc nord du Lubéron. Il n'est pas complètement sûr qu'il s'agisse vraiment d'un sujet neuf ; on peut même penser qu'il est à la mode. Néanmoins, le point de vue tout à fait local de la dernière partie, étudié à partir de dépouillements importants, voire exhaustifs, et permettant des études de cas éclairantes, fait tout le prix de ce travail.
- 2 Depuis une vingtaine d'années, et justement à partir de l'immigration italienne, celle qui touche de plus près à l'auteur, de nombreux chercheurs, surtout en histoire contemporaine, se sont attachés à cerner certaines des difficultés d'assimilation des étrangers. Les aléas de la « Cité de l'immigration » ont bien montré les charges émotionnelles et politiques d'un tel sujet.
- 3 La première partie, peu originale, ne retiendra que brièvement. Dans le royaume d'avant la Renaissance (largement traité par les travaux de Bernard d'Alteroche¹, non cités par notre auteur... et réciproquement), on devenait primitivement « bourgeois du roi » d'un lieu, au préjudice du ou des seigneurs locaux, par l'octroi (payant) de lettres de bourgeoisie, mais si vous étiez né hors du royaume, cela ne faisait pas forcément de vous un « régnicole ». Le droit d'aubaine seigneurial qui confisquait les

héritages des « forains » fut, en outre, désormais revendiqué par le souverain dans les régions absorbées par le domaine jusqu'à devenir un véritable monopole royal. Celui-ci s'arrogea dès le XV^e siècle l'octroi des « lettres de naturalité », demandées par les étrangers, accordées par le souverain, validées par la Cour des Comptes après une évaluation des biens meubles et immeubles et assez souvent enregistrées par les Parlements. Le but était surtout d'échapper au droit d'aubaine. Ces nouveaux Français (à 90% des hommes) semblent être au XVI^e siècle, en Provence, pour un bon tiers des gens de la péninsule italienne, dans le ressort du Parlement de Paris, de la Savoie puis de l'Italie et des Flandres ; quant au Languedoc, la faiblesse quantitative des sources ne permet que des cas presque particuliers. Un problème est apparu dès le dernier tiers du XV^e siècle : celui des régions qui changèrent de Royaume. Ceux qui demeurèrent étrangers échappent à la statistique : les pèlerins, les voyageurs, les étudiants (telle la Nation allemande d'Orléans), les clandestins – les Bohémiens, déjà, stigmatisés par des ordonnances en 1539 et 1561 –, des gens de cour ou de haute spécialité, artistes, artisans d'élite, imprimeurs, gros marchands repérés dans les grandes villes (Paris, Lyon). Il n'y a plus, théoriquement, de juifs dans le royaume depuis 1501 ; néanmoins Bordeaux et Bayonne reçoivent des Sépharades ibériques. Les « étrangers » apparaissent souvent inquiétants, surtout en temps de fragilité sanitaire et morale, parfois en contradiction avec le devoir de charité (on distingue les mendiants locaux des étrangers que l'on chasse, la peste étant une des causes de xénophobie). Les guerres de religions aggravent l'amalgame vis-à-vis de l'étranger/hérétique, la Réforme apparaissant pour beaucoup comme un « produit d'importation ». De là découle aussi un nouveau recours aux lettres de naturalité.

- 4 La seconde partie s'attache directement à la Provence, province alors entrée récemment dans le domaine, frontalière avec la Savoie, dotée d'enclaves pontificales, originale par sa langue, disposant d'un parlement à Aix, et où le roi de France annonce dans sa titulature ses qualités de « comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes ». Le droit de cité y était placé, certes, sous le contrôle du comte, mais également de plus en plus sous celui des communes. Le droit d'aubaine était quasiment absent en Provence, se réduisant aux gens installés et propriétaires depuis moins de dix ans, et son instauration en janvier 1540 pour les étrangers sans lettres de naturalité souleva une hostilité telle que l'on dut en 1543 considérer que seuls y seraient soumis les étrangers installés après 1540. Les travaux de Ph. Bernardi, ici envisagés pour les seuls gens non originaires d'Aix à la première génération (ce qui à la fois élargit dans l'espace la notion « d'étranger » et la réduit dans le temps), arrivent à chiffrer 24% d'Italiens (dont 70% de Piémontais) parmi les 35% des maîtres artisans reconnus comme étrangers. Cet apport semble fortement diminuer, voire disparaître, après 1525. Les mêmes proportions affectent les apprentis. L'intégration est assurée par les mariages : si l'on se fie aux sondages statistiques pour le troisième tiers du XVI^e siècle, 61% des mariages avec des non Aixois prenaient place après leur installation dans la cité. À Marseille, deux fois plus peuplée qu'Aix avec près de 30 000 habitants, outre la masse des galériens prisonniers de guerre (1/4 de la population !), le cosmopolitisme est tel que jusqu'à présent l'on n'a pas tenté d'y chercher l'« étranger ». Les efforts pour aligner Marseille sur le système général se heurtèrent à des difficultés : en 1543, on reconnut que le « citadinage » permettait d'éviter le droit d'aubaine (W. Kaiser), mais en 1578 on cassa tous les citadinages de moins de 10 ans et l'on fit la différence entre les « Turcs et les Maures » et étrangers voisins européens. En faisant dépouiller des archives notariées, G. Audisio a pu réunir quelques données pour l'année 1573 : sur 444

étrangers à la Provence, 240 habitaient Marseille : italiens (du nord) ou germaniques, voire ibériques. Les naturalisations sont particulièrement nombreuses dans les années 1540-1542 (61% de la période 1528-1566, soient 380 lettres) ; elles furent rédigées en français et entérinées souvent dans l'année par la Chambre des comptes. Elles concernent à 92% des hommes : des membres du haut clergé, des nobles, des officiers, mais aussi des humbles qui furent concernés par des changements de frontières.

- 5 On en arrive alors au pays d'Apt et « en Lubéron » (p. 185) pour une étude plus menue, sur un monde surtout rural, à travers les actes des notaires du chef-lieu, lesquels officient dans l'ensemble du diocèse et quelques terroirs limitrophes (quelques cartes de situation aident à se repérer). Les Vaudois, souvent paysans, y sont éparpillés entre 21 localités. Apt, ville de 522 maisons au XVII^e siècle et de 3 000 habitants, possède un corps de ville avec un conseil, son trésorier, son greffier et son notaire, une école, deux hôpitaux, un relais de poste, au moins sept établissements conventuels, six ou sept notaires. Les actes permettent de repérer 850 « étrangers » ayant des affaires dans le diocèse. Ils viennent pour 93% des diocèses limitrophes, quelques-uns de Turin, voire de Genève, Grenoble ou Belley, ville et campagnes ayant semblable aire de recrutement, essentiellement masculin, repérable depuis 1490 environ par les contrats de mariage. Les arrivants (248 cas repérés) sont aux deux tiers des artisans, les autres agriculteurs, mais aussi forestiers, clercs, recteurs d'école ou juristes, des apprentis (59 contrats). Dans Apt même, l'A. a relevé chez les notaires 23 lettres de naturalité en 1540-1542, ce qui ne peut être extrapolé, car lié aux questions de l'instauration, on l'a vue difficile, du droit d'aubaine.
- 6 Demeure le grand problème de l'insertion ou de l'exclusion (p. 241 et suivantes), et nous retrouvons ainsi une question générale à l'époque : langue, religion, propriété, mariage assurent-ils une intégration réelle, résistant à l'évolution historique ? On trouve, en effet, des cas d'entrée dans les conseils et les confréries, des mentions de parrainages, quelques solides propriétaires (un peu plus de 4% à Apt v. 1535-v.1560), on a déjà noté les unions. La meilleure preuve d'assimilation est de ne plus être déterminé par son lieu d'origine. Bien sûr, le cas des Vaudois, grand sujet de recherche de l'A., ici résumé à l'extrême, est privilégié : entre 1470 et 1540, sont arrivées 460 familles, chassées par les pestes et les guerres. On aurait compté près de 1 000 personnes dans le diocèse (119 à Apt), donc des ruraux. À partir de 1539, sévit un inquisiteur dont l'activité contre les prédicateurs provoque la fuite d'une partie des Vaudois vers la Genève de Calvin, y compris celle de gens bien « intégrés ». On « découvre », par exemple, à cette occasion que les Serre, et les Pellenc, notables, gros propriétaires dans le Plan d'Apt, sont non seulement des étrangers mais aussi des hérétiques. Les Vaudois redeviennent des étrangers, mais avec eux se retrouvent des autochtones, si l'on ose dire, rejeté de la communauté par leur différence religieuse, les « luthériens », pourchassés et réduits à l'exil.
- 7 Une copieuse conclusion (12 pages), assez personnelle, rappelle que, partout, l'arrivée, provoquée ou subie, l'accueil, l'intégration d'étrangers de langues, de cultures, de religions différentes, ne sont jamais neutres et ont amené, partout et toujours, des réactions de défense et rejet. La xénophobie est une constante des sociétés humaines : dans la France du XVI^e siècle, « elle courait du haut en bas de la société » (p. 279), même si le critère de la langue « française », entre usages d'oïl et d'oc, était peu clivant. Les étrangers riches étaient aussi une source de taxations, voire de fructueuses confiscations : Henri II en usa par un édit de 1587, obligeant les étrangers naturalisés à

régulariser leur taxes impayées. Au XVI^e siècle, cependant, c'est la question religieuse qui devint un critère de sélection, non seulement entre régnicoles et étrangers, mais au cœur même de la citoyenneté : le « luthérien » natif est rejeté de la communauté du royaume. Le clivage religieux, déstructurant, rejetant un ou des groupes et provoquant, en réponse, un raidissement oppositionnel est aussi une des questions de notre temps à prendre en compte pour l'intégration des « autres » dans la collectivité. Jusqu'où vont les capacités des peuples à accepter la différence est une question de tous temps cruciale.

NOTES

1. Bernard d'Alteroche, *De l'étranger à la seigneurie à l'étranger au Royaume, XI^e-XV^e siècle*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 2002 ; contribution au volume *L'étranger en questions du Moyen Âge à l'an 2000*, éd. Marie-Claude Blanc-Chaléard, Stéphane Dufoix et Patrick Weil, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 17-42, « Les origines médiévales de la naturalisation ».